



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

MP.EIA/WG.1/2004/3  
17 décembre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation  
de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement  
(Septième réunion, Genève, 28-30 janvier 2004)  
(Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA QUATRIÈME RÉUNION  
DU COMITÉ DE L'APPLICATION**

1. Le Comité de l'application a tenu sa quatrième réunion à Genève les 30 et 31 octobre 2003.
2. Des représentants des Parties ci-après, membres du Comité de l'application, y ont participé: Arménie, Canada, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Pays-Bas, République de Moldova, Royaume-Uni et Slovaquie.
3. Le Comité a examiné la demande d'une ONG, l'UNISFERA, d'assister à la réunion. Il a noté que, si le règlement intérieur devait lui être appliqué *mutatis mutandis*, les observateurs, y compris les ONG, pourraient participer aux débats sans droit de vote. En d'autres termes, l'UNISFERA aurait le droit, en tant qu'observateur, de participer à la réunion, à condition que les Parties présentes n'y fassent pas objection. Le Comité a décidé que cette fois-ci, et à titre expérimental, l'UNISFERA pourrait participer aux débats pendant la première partie de la réunion. Il a également décidé que le rapport de la réunion ne rendrait compte que des délibérations du Comité et du secrétariat. Le Président du Comité a ainsi souhaité la bienvenue au représentant de l'UNISFERA, en lui expliquant l'interprétation du règlement intérieur, y compris l'impératif de confidentialité.
4. Les participants ont été saisis des documents d'information suivants: un projet de décision relative à l'examen du respect des obligations établi par le Président et le secrétariat, deux lettres d'une ONG concernant une question de respect des obligations et un projet de réponse

établi par le secrétariat, le rapport de la troisième réunion du Comité de l'application (MP.EIA/WG.1/2003/8), et les Principes directeurs pour le renforcement du respect et de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans la région de la CEE (ECE/CEP/107). Le Comité s'est fondé pour ses délibérations sur l'ordre du jour établi par le Président, qui avait été adopté étant entendu que la question des nouveaux membres du Comité serait débattue au titre des «questions diverses».

5. Le Comité a rappelé que la déclaration ci-après avait été faite au cours de sa troisième réunion: «D'après une opinion minoritaire, les réunions du Comité de l'application ne doivent pas être ouvertes au public.». Il a demandé que cette déclaration soit consignée dans le compte rendu de sa quatrième réunion, conformément au paragraphe 9 de l'appendice à la décision II/4, qui fait état de la nécessité de consigner les avis de tous les membres du Comité s'ils ne sont pas parvenus à un consensus sur une question donnée.

### **I. PROJET DE DÉCISION RELATIVE À L'EXAMEN DU RESPECT DES OBLIGATIONS**

6. Le Président a signalé que le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) avait, à sa sixième réunion, pris acte du rapport de la troisième réunion du Comité (MP.EIA/WG.1/2003/8). Le Comité a tenu compte de certaines observations dont le rapport avait fait l'objet au cours de cette réunion dans ses délibérations sur le projet de décision relative à l'examen du respect des obligations, actuellement élaboré pour la troisième Réunion des Parties. De ce fait, plusieurs amendements étaient proposés à l'avant-projet de décision et seraient débattus plus avant au cours de la réunion suivante du Comité (Genève, 18 et 19 décembre 2003).

### **II. EXAMEN DE CAS POSSIBLES DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS**

7. Le Président a signalé à l'attention du Comité qu'une ONG avait adressé au Comité et au secrétariat une lettre datée du 11 août 2003; le secrétariat avait transmis la lettre au Comité le 26 août 2003. Le Comité a noté qu'il n'avait reçu aucune communication soit de l'éventuelle Partie d'origine soit des éventuelles Parties touchées. L'ONG avait fait parvenir une autre lettre sur le même sujet le 29 octobre 2003. Le secrétariat a rappelé que deux mois s'étaient écoulés entre la réception de la première lettre et la présente réunion; celle-ci offrait au Comité en tant que groupe la première occasion d'étudier l'information reçue, même si les membres du Comité s'étaient échangés des courriers électroniques avant la réunion.

8. Le Comité a débattu de diverses questions, notamment:

- Le Comité était-il ou non fondé à examiner les informations communiquées par une ONG?
- Les informations communiquées faisaient-elles ou non pleinement apparaître que l'activité signalée relevait de la liste des activités figurant à l'appendice I à la Convention?

- Les informations communiquées mettaient-elles ou non en évidence que l'activité risquait d'avoir un impact préjudiciable important dans un contexte transfrontière?
- Quelles autres informations seraient nécessaires pour l'examen d'une communication et pour une meilleure compréhension du lieu considéré?
- Comment réagir face à des informations qui pourraient être traitées par une autre organisation internationale ou dans le cadre d'un accord multilatéral sur l'environnement, ou lorsque les voies de recours internes n'ont pas été épuisées?

9. Le Comité a longuement débattu des critères qui pourraient être éventuellement appliqués lorsqu'il s'agira d'examiner des informations communiquées par quiconque n'est pas une Partie. L'une des Parties représentées au sein du Groupe de travail avait demandé que des critères soient définis (voir plus loin, par. 14). Le Comité a décidé d'approfondir la question dans le but de préciser au cours de la Réunion des Parties le mandat confié au Comité lorsqu'il a à connaître d'informations de cette nature.

10. Le Comité a estimé que les informations communiquées jusqu'alors étaient insuffisantes pour qu'il s'en saisisse. En particulier, il ne suffisait pas de mettre en évidence qu'il existait un effet transfrontière, ou encore que l'activité en question relevait de la Convention. Le Comité a rédigé une réponse à l'ONG et demandé au secrétariat de la lui transmettre, en accusant réception des lettres et en expliquant que celles-ci n'apportaient pas d'informations suffisantes. Copie de l'accusé de réception devait être adressée à la Partie présumée Partie d'origine, accompagnée d'une simple lettre de couverture. Le Comité est convenu qu'il n'était pas nécessaire à ce stade de prendre contact avec les Parties potentiellement touchées étant donné qu'il ne s'était pas saisi de la question.

### **III. EXAMEN DES QUESTIONNAIRES SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS**

11. La délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine a présenté les travaux du petit groupe chargé de l'examen de l'application, qui avait procédé à cet examen en se fondant sur les réponses au questionnaire relatif à l'application des dispositions. Par ailleurs, le secrétariat a exposé les informations qui avaient été présentées au sujet de cet examen à la sixième réunion du Groupe de travail. Le Comité a pris note de ces informations.

### **IV. POINTS EN SUSPENS À EXAMINER AVANT LA TROISIÈME RÉUNION DES PARTIES**

12. Le Comité a considéré l'expérience acquise en matière de présence et de participation d'un observateur (UNISFERA) pendant une partie de la réunion. Il a débattu des difficultés éventuelles que la participation d'observateurs risquait de susciter. L'idée a été émise que l'application *mutatis mutandis* du règlement intérieur et l'octroi aux observateurs du droit de participer engendreraient une situation dans laquelle les observateurs auraient plus le droit de participer que les Parties qui ne sont pas membres du Comité. Celui-ci a relevé d'autres questions dont il devrait éventuellement se saisir si les observateurs devaient être autorisés à participer, par exemple, celle de savoir si ces observateurs devaient ou non annoncer leur participation à l'avance. Il a été décidé de solliciter à ce sujet de nouvelles orientations de la Réunion des Parties.

13. Le Comité a noté qu'en application du paragraphe 9 de l'appendice à la décision II/4, il était appelé à rendre compte de ses activités et à faire des recommandations au sujet du respect des dispositions de la Convention à chaque Réunion des Parties. Par ailleurs, il a été signalé que le Comité se réunissait régulièrement et qu'une réunion des Parties avait habituellement lieu tous les trois ans. De ce fait, il pourrait arriver que le Comité élabore une recommandation concernant le respect des dispositions de la Convention, qui ne pourrait être examinée par la Réunion des Parties que beaucoup plus tard. Or, dans la pratique, une affaire pourrait exiger une suite dans des délais plus courts. Le Comité a décidé de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

14. Le Comité a fait observer qu'il faudrait réfléchir davantage aux questions suivantes:

- La participation d'observateurs à ses réunions;
- L'attitude à adopter face à des informations communiquées spontanément, compte tenu de la suggestion émise par le Groupe de travail, à savoir qu'il faudrait établir des critères à appliquer dans de tels cas;
- La question de savoir si le représentant d'un pays qui était Partie à la Convention mais non au Protocole devait être membre du Comité lorsque celui-ci débattait du respect des dispositions du Protocole;
- La question de savoir si le représentant d'une Partie membre du Comité devait être présent lors de la réunion ou d'une partie de la réunion consacrée à l'examen du respect des dispositions par cette Partie.

## V. QUESTIONS DIVERSES

15. Le Comité s'est déclaré favorable aux Principes directeurs pour le renforcement du respect et de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans la région de la CEE (ECE/CEP/107), tels qu'ils avaient été adoptés à la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Kiev, 21 au 23 mai 2003).

16. Le secrétariat a appelé l'attention du Comité sur le fait que quatre membres avaient été élus pour un seul mandat et que les Parties devaient donc, en principe, à leur troisième réunion, élire quatre nouveaux membres du Comité.

17. Le Comité a remercié la représentante de la Finlande, M<sup>me</sup> Leena Ivalo, qui devait être remplacée par un collègue.

18. Le Comité a décidé de tenir une autre réunion à Genève les 18 et 19 décembre 2003.

-----